

**Rapport d'évaluation  
du projet "Développement Rural  
et Nutrition (Bénin) II"**

**N° 91.0144/CRDI**

**Pahou, du 06 au 10 Novembre 1995**

**Par**

**Gérard GHERSI  
Calixte ALAPINI  
Koffi ALLOGNINOUIWA**

**Pahou, Novembre 1995**

# PLAN

## AVANT - PROPOS

### 1.- OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DE LA MISSION

#### 1.1. Objectifs de la mission

#### 1.2. Déroulement de la mission

##### 1.2.1. Organisation du travail

##### 1.2.2. Activités menées

#### 1.3. Personnes rencontrées

### 2.- ÉVALUATION DES ACTIVITES

#### 2.1. Présentation rapide du projet

#### 2.2. Appréciation des résultats

##### 2.2.1. Considérations générales

##### 2.2.2. Volet Recherche

##### 2.2.3. Volet Actions

#### 2.3. Les budgets et leur utilisation

#### 2.4. Le pilotage de la réalisation du projet

### 3.- LES GRANDS ENSEIGNEMENTS ET LES RECOMMANDATIONS A TIRER DE CETTE EVALUATION

#### 3.1. L'impact du projet sur la région

##### 3.1.1. Observations

##### 3.1.2. Recommandations

#### 3.2. La nécessité d'une vision stratégique

##### 3.2.1. Observations

##### 3.2.2. Recommandations

#### 3.3. Intégrer davantage les populations à la programmation et à la gestion des activités

##### 3.3.1. Observations

##### 3.3.2. Recommandations

- 3.4. Investir massivement et rapidement dans la recherche**
  - 3.4.1. Observations
  - 3.4.2. Recommandations
  
- 3.5. Repenser l'organisation et les modes de gestion du projet**
  - 3.5.1. Observations
  - 3.5.2. Recommandations
  
- 3.6. Revitaliser les partenariats**
  - 3.6.1. Observations
  - 3.6.2. Recommandations

## **ANNEXES**

- Annexe 1 Les interventions par Zone écologique et par village
- Annexe 2 Analyse des interventions
- Annexe 3 Taux de réalisation de quelques interventions
- Annexe 4 Liste des documents disponibles sur le PDRN

## AVANT-PROPOS

L'évaluation du projet Développement Rural et Nutrition (Bénin) II a été réalisée du 06 au 10 Novembre 1995 par une équipe mixte composée de deux évaluateurs externes :

- Mr Gérard GHERSI, Economiste Rural, Professeur à l'Université Laval, Chef de la mission,
- Mr Calixte ALAPINI, Agro-Economiste, Directeur Général de l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) de Cotonou (Bénin),

et d'un évaluateur interne :

- Mr Koffi ALLOGNINOUWA, Economiste Environnementaliste, Chef de la section des activités de Développement et de Collaboration Intersectorielle (ADCI) au CREDESA Pahou.

La présente évaluation se situe dans le cadre de la deuxième phase de ce projet qui vise la sécurité alimentaire et la génération de revenus pour le développement des populations dans la sous-préfecture de Ouidah.

Les appréciations de cette mission sont basées essentiellement sur la consultation de la documentation disponible au niveau du projet et de ses partenaires ainsi que sur les visites de terrain, entretiens et discussions avec les acteurs bénéficiaires, l'équipe de recherche du CREDESA, le Directeur du projet, les représentants de la population, les services étatiques et les organismes contactés. Ces appréciations n'engagent que les deux évaluateurs externes.

L'équipe d'évaluation exprime sa reconnaissance à tous ceux qui ont contribué au bon déroulement de sa mission d'une manière générale et au Directeur du projet, le Professeur Eusèbe ALIHONOU en particulier.

La mission tient également à manifester sa reconnaissance à toutes les personnes rencontrées pour leur disponibilité et leur ouverture d'esprit dans les discussions.

## **1.- OBJECTIFS ET DÉROULEMENT DE LA MISSION**

Conformément à la planification des activités de la phase prolongée du projet "Développement Rural et Nutrition (Bénin) II, une mission du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) a séjourné au Centre Régional pour le Développement et la Santé (CREDESA), du 06 au 10 Novembre 1995 en vue d'évaluer ledit projet. Toutefois 02 jours supplémentaires ont été nécessaires à l'équipe d'évaluation pour finaliser le rapport

Les objectifs et le déroulement de cette mission se présentent ci-après .

### **1.1. Objectifs de la mission**

Les membres de la mission étaient mandatés pour .

- 1 Se familiariser avec le projet en consultant la documentation, en rencontrant les membres de l'équipe et en effectuant des visites sur le terrain ;
2. Analyser les activités de recherche, de services et de formation sur la base des objectifs du projet et déterminer le niveau d'atteinte de ceux-ci ;
3. Décrire les difficultés rencontrées ainsi que les solutions retenues et les évaluer ;
- 4a. Rencontrer des représentants communautaires afin de recueillir leur opinion sur les activités entreprises à ce jour et leurs suggestions sur les actions ultérieures qu'ils souhaiteraient se voir concrétiser ;
- 4b. Evaluer la capacité des communautés de base à pérenniser les acquis une fois le projet terminé ;
5. Faire toute recommandation/suggestion appropriée afin de permettre au projet d'atteindre ses objectifs ;
6. Faire toutes autres suggestions.

### **1.2. Déroulement de la mission**

Nous décrivons ici le déroulement de la mission en insistant sur trois points:

- l'organisation du travail,
- les activités menées,
- l'esprit dans lequel a été conduite la mission.

### 1.2.1. Organisation du travail

Vu la courte durée de la mission, les membres ont eu une première séance de travail dans la soirée du Dimanche 05/11/95 en vue d'une harmonisation des points de vue sur la démarche à suivre selon le mandat

Le programme proposé par le CREDESA a été amendé et adopté par la mission en vue de mieux atteindre les objectifs décrits précédemment, en insistant sur l'analyse :

- des extraits (service, recherche et formation) du projet,
- du point de vue des agents qui ont à charge l'exécution dudit projet,
- du point de vue des bénéficiaires,
- du degré de responsabilisation des communautés et
- des possibilités de reproduction de cette expérience

Durant les cinq jours, il y a eu des séances de concertation entre les membres pour une discussion et/ou une mise en commun des informations. Sur la base des constats se dégageant de ces rencontres, les deux membres externes au CREDESA ont formulé une série de recommandations que l'on retrouve dans la troisième partie du présent rapport.

Compte tenu de la diversité et du nombre important d'activités de terrain, les membres se sont réparties les tâches et certaines entrevues afin de pouvoir exploiter judicieusement le temps disponible.

### 1.2.2. Activités menées

Les différentes activités de la mission peuvent être classées en quatre catégories présentées dans les paragraphes qui suivent.

#### ➔ *Plénières avec l'équipe du projet*

Organisées le premier et le cinquième jour de la mission, elles ont servi de cadre privilégié d'échanges entre la mission et le collectif du personnel du projet.

Il est à noter que la séance de restitution du vendredi s'est déroulée en présence des représentants de la communauté de base qui a participé activement aux discussions qui ont accompagné cette rencontre.

Les principaux points abordés au cours de ces plénières ont été :

- exposé sur les activités du CREDESA,
- présentation du PDRN,
- documentaire sur le soja,

- appréciation des actions par les agents,
- discussion sur l'organisation de la mission,
- discussion des perspectives du PDRN,
- restitution des principaux résultats

#### ➔ *Revue des documents*

L'équipe du projet a mis à la disposition de la mission, 29 publications et documents divers. Il s'agit notamment de protocoles de recherche, de rapports d'étude, de rapports d'activités et des articles.

La mission a fait une consultation sélective et continue de ces documents qui ont été exploités à des fins d'analyse comparative.

#### ➔ *Visites d'activités sur le terrain*

Deux journées entières ont été consacrées à cette activité qui reste une étape capitale de l'évaluation.

Dans les cinq villages visités, la mission a pu observer 15 types différents d'actions dont un système de production intégré géré par un groupement féminin.

La ferme agricole d'apprentissage du CREDESA a également fait l'objet d'une visite. La formation n'y a pas encore commencé mais les installations de production se mettent progressivement en place depuis Février 1995.

#### ➔ *Entretiens*

##### Equipe du projet

Il y a eu des entretiens individuels et collectifs avec les agents du projet. Un canevas élaboré par la mission a aussi permis d'avoir l'appréciation des agents sur les différentes actions menées sur le terrain ainsi que sur le degré d'atteinte des objectifs de recherche.

Le Comptable du Centre a été entretenu sur les budgets et leurs utilisations.

Enfin le Directeur du Centre et son Adjoint ont reçu la mission pour s'enquérir des principales réflexions avant la restitution à toute l'équipe en plénière.

##### Acteurs bénéficiaires

Sur le terrain, six acteurs individuels ont été interviewés sur leurs activités.

Par ailleurs, cinq groupements ont été rencontrés. Leurs membres sont en majorité des femmes.

### Communauté de Pahou

La rencontre de la communauté de Pahou a été organisée le troisième jour de la mission. La mairie de la commune a servi de cadre à cette discussion qui a connu la participation du Maire, de plusieurs notables et des bénéficiaires délégués par les différents villages de la commune de Pahou.

### Institutions collaboratrices

Les entretiens ont eu lieu avec quatre institutions dont un bailleur de fonds. Il s'agit de

- Direction de l'Alphabétisation (DA),
- Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA)-Bénin,
- Centre d'Action Régional pour le Développement Rural (CARDER)-Atlantique,
- Catholic Relief Services (CRS) (appui financier pour les banques communautaires).

### ➡ *L'esprit dans lequel a été conduite la mission.*

L'approche participative qu'incarne le projet a été scrupuleusement respectée par la mission. Aussi les acteurs (agents d'exécution, communautés bénéficiaires et partenaires) ont été associés à la démarche d'investigation de la mission. Au niveau du groupe, la répartition des tâches s'est effectuée de la manière suivante :

- les deux évaluateurs externes au CREDESA ont eu le privilège de poser des questions, d'analyser les réponses et de formuler les recommandations,
- le membre du CREDESA a essentiellement facilité l'accès aux informations et la clarification de certaines situations non explicitées à des niveaux donnés.

Les compétences des membres de la mission ont beaucoup joué sur la qualité du travail fait en si peu de temps :

- un professeur d'Economie rurale averti des questions stratégiques de la sécurité alimentaire et ayant une longue expérience en matière de recherche-action en Afrique,
- le Directeur Général de l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) qui fut le Directeur Général du CARDER-Atlantique, donc du département où se trouve la sous-préfecture de Ouidah qui abrite le projet,
- un délégué du CREDESA chargé du suivi du projet dont il connaît bien la genèse.



1.3. Personnes rencontrées, en dehors de l'équipe CREDESA et des populations

NOM ET PRENOMS	INSTITUTION	FONCTION
ADANLOKONON Sylvestre	DA	Coordonnateur d'Alphabétisation dans la Circonscription Urbaine de Ouidah
LEEGE David	CRS-Cotonou	Représentant Resident
TINGBO Ange	CRS-Cotonou	Représentant Adjoint
DJOi Didier	CRS-Cotonou	SED Project Manager
NEUENSCHWANDER Peter	IITA-Bénin	Directeur
VERSTEEG Mark	IITA-Bénin	Coordonnateur du Transfert de Technologies
AKLE Jonas	CARDER-Atlantique	Directeur Général
VODOUNGNINOUE Pierre	CARDER-Atlantique	Responsable de Développement Rural à Ouidah
AHOUSSINOU Richard	CARDER-Atlantique	Directeur de l'Aménagement et de l'Equipement Rural
LAME Boniface	CARDER-Atlantique	Directeur de la Vulgarisation et de l'Appui aux Organisations Paysannes

## 2.- ÉVALUATION DES ACTIVITES

### 2.1. Présentation rapide du projet

Le Projet "Développement Rural et Nutrition (Benin) II" que le CREDESA exécute avec l'appui financier du CRDI procède d'une démarche du type « recherche-action pour un développement durable et autogéré par les communautés ». Ces dernières sont associées à toutes les étapes de résolution des problèmes auxquels elles sont confrontées. Pour la sous-préfecture de Ouidah, il s'agit d'un faible niveau de revenus et d'une situation précaire en matière de sécurité alimentaire.

Ces problèmes ont été identifiés avec les communautés au cours de la première phase du projet en 1990. Grâce à l'approche du "Rapid Rural Appraisal" (RRA) utilisée, les populations ont proposé dans le même temps des solutions. Ces problèmes et ces solutions, retenues avec la participation des populations de base, sont à l'origine de l'essentiel des interventions qui font l'objet de la phase II.

Cette phase vise à étudier les activités intersectorielles nouvellement introduites ou améliorées pour apprécier leurs apports à la disponibilité alimentaire et à la génération de revenus. Tous ces facteurs assurent la sécurité alimentaire ainsi qu'un état nutritionnel satisfaisant dans la sous-préfecture de Ouidah.

Plus spécifiquement, les objectifs poursuivis par le projet se présentent comme suit :

1. Etudier le processus de sélection des interventions par les populations et les institutions compétentes en vue de rechercher les solutions adéquates aux problèmes prioritaires identifiés.
2. Apprécier la participation communautaire dans l'adoption et la maîtrise de ces interventions.
3. Etudier les effets socio-économiques et nutritionnels de ces interventions.
4. Evaluer la contribution des interventions à l'amélioration de l'équité entre les ménages au plan de la disponibilité alimentaire.
5. Renforcer les compétences de l'équipe du Centre en matière de recherche-action.

Lors de la conception du projet, les principales activités planifiées ont successivement été :

- les assemblées de zone,
- les assemblées de village,
- l'identification des sites avec les acteurs,
- l'installation des interventions,
- les enquêtes de monitoring et d'évaluation.

Cette planification conceptuelle a dû être complétée par de nombreux autres outils à l'étape d'opérationnalisation du protocole. Il a été élaboré notamment

- un dossier technique et financier par intervention,
- le contrat des acteurs,
- les approches d'intervention,
- les réseaux PERT,
- les plans de suivi, d'analyse et d'évaluation

Au lieu de prendre tous les 25 villages qui ont connu l'enquête de base RRA en 1990, l'approche retenue pour faciliter la recherche-action est celle du choix de sept "villages à paquet" ou un nombre minimal d'actions est mis en place de façon intégrée selon les potentialités du milieu.

## 2.2. Appréciation des résultats

### 2.2.1. Considérations générales

Deux volets d'activités ont été menés au cours de cette deuxième phase du projet. Il s'agit du volet recherche-action ou recherche d'accompagnement et du volet actions comprenant les actions globales de base et les actions spécifiques.

Dans le volet recherche, deux buts étaient poursuivis :

1. tirer de l'expérience les outils permettant de reproduire la démarche participative,
2. et mettre en place des instruments de motivation et de gestion du projet.

Les actions globales de base portent sur :

- les foyers améliorés,
- l'habitat,
- le reboisement,
- l'accès à l'eau (pompes, puits, citernes)
- et les infrastructures scolaires.

Les actions spécifiques ont trait :

1. à l'appui à la production agricole (cultures en couloir, culture de couverture, maraîchage, lutte contre les rats des champs, développement de l'élevage, pisciculture),
2. aux actions post-récoltes : stockage et transformation (greniers améliorés, extraction de sel, transformation des aliments : huile de coco, de palme, fabrication du gari, transformation du soja) et fours solaires,

3. aux actions de formation (alphabétisation fonctionnelle de masse et banques communautaires, formation proprement dite en économie familiale, éducation nutritionnelle et assainissement,
4. aux autres actions telles que crédit/épargne et ferme école.

La revue de ces activités a suscité plusieurs questions lors de l'évaluation

1. Sur le plan général, les activités sectorielles nouvelles dans la zone ont-elles contribué à accroître les disponibilités alimentaires, à accroître les revenus et à améliorer la sécurité alimentaire?
2. Plus spécifiquement par la recherche d'accompagnement, a-t-on amélioré la connaissance du processus de sélection des interventions et des acteurs ?
3. Par cette recherche, a-t-on également amélioré la connaissance de la participation communautaire ?
4. Cette connaissance a-t-elle permis de corriger et d'améliorer l'intervention de l'équipe de chercheurs ?
5. Quel a été l'impact des interventions sur les plans social, économique et nutritionnel ?
6. Quel a été l'impact des interventions sur l'équité entre ménages au plan des disponibilités alimentaires ?
7. Quel a été l'impact du projet sur l'équipe de chercheurs en ce qui concerne la formation des individus, le développement d'outils et de méthodes, la capacité d'intervention, la publication et la diffusion du savoir-faire, et la reproductibilité de la démarche ainsi mise au point ?
8. Concrètement, la connaissance acquise permet-elle aujourd'hui une démultiplication des interventions dans d'autres zones ?

Les réponses à toutes ces questions seront appréciées à travers les résultats obtenus par volet d'activités.

#### 2.2.2. Volet Recherche

Le volet Recherche sera analysé à travers les cinq objectifs spécifiques. Les études menées couvrent quatre des cinq objectifs spécifiques identifiés.

##### **Objectif N° 1 : *Etudier le processus de sélection des interventions et des acteurs (PSIA) par les communautés et les institutions compétentes.***

L'étude a été réalisée. Il s'agit en fait d'une évaluation du PSIA. Le but était d'apprécier les forces et faiblesses de l'approche participative utilisée par le CREDESA pour conclure à sa replicabilité.

L'approche participative a été utilisée à deux niveaux : **institutionnel** à travers l'organisation d'une journée de réunion avec les institutions partenaires pour dégager les solutions pertinentes et à moindre coût aux problèmes préalablement identifiés par la méthode de RRA et au niveau **communautaire** par les assemblées de zones, de villages, de pratiquants et d'acteurs pour la mise en place des interventions

Les populations cibles apprécient cette démarche. Mais elles insistent sur le fait que la sélection des acteurs devrait se faire au niveau des hameaux et non au niveau des villages. La conséquence qui découlerait d'un tel choix serait la multiplication des interventions et le surcroît de travail de l'agent responsable de l'encadrement, à moins que le projet mette l'accent sur la formation des formateurs et sur des processus permettant de démultiplier l'action. Cette démarche est stratégique, si l'on désire se placer dans une situation proche de la réalité et dégager des outils d'intervention reproductibles.

L'horizon temporel à donner aux interventions constitue le principal critère sur lequel divergent professionnels et communautés dans le choix de ces dernières : les professionnels préfèrent les interventions à effet appréciable à long terme alors que les communautés insistent sur les interventions à court terme. A ce niveau, la pertinence technique, l'abordabilité financière et l'efficacité des interventions devraient constituer des déterminants importants dans les choix à faire pour envisager la pérennisation des interventions.

Enfin l'étude révèle que le degré de participation des institutions dans le PSIA baisse avec la décentralisation des activités, car les rencontres deviennent alors astreignantes de part leur nombre. Sur ce point, il nous paraît important d'opter pour un mécanisme de collaboration inter-institutionnelle plus souple avec des contacts permanents bien ciblés en fonction des centres d'intérêts réciproques.

### **Objectif N° 2 : Apprécier la participation communautaire dans l'adoption et la maîtrise des interventions.**

Il ressort des analyses et entretiens réalisés sur ce point que la participation communautaire fait partie intégrante de l'adoption et de la maîtrise des actions. Les communautés ont souligné le fait que la participation peut être influencée par des facteurs tels que :

- l'esprit de sacrifice,
- la volonté,
- les cotisations

qui peuvent agir positivement ou négativement sur le comportement à adopter face à l'innovation.

Pour obtenir cette participation communautaire, il est important de partir du milieu en y intégrant tout au long de la démarche la dimension sociologique. Dans cette démarche, les agents de santé, les chefs de village ont été d'un appui important pour les séances d'information et de sensibilisation.

Les groupements féminins visités s'expriment aujourd'hui librement au cours des séances d'éducation nutritionnelle, des activités de crédit/épargne ou d'économie familiale.

Pour la pérennisation des acquis, un effort important reste encore à faire en matière d'alphabétisation fonctionnelle car le niveau d'instruction en général est faible dans le milieu. En effet l'alphabétisation fonctionnelle demeure une intervention de soutien à la réalisation et à la réussite de toutes les autres interventions. Mais compte tenu du fort taux d'abandon observé dans la commune de Gakpé, l'équipe projet a dû, dans le cadre de l'atteinte de l'objectif N° 2, initier une étude sur la langue utilisée pour l'alphabétisation dans cette commune.

Cette étude confirme que le facteur ethnique a une grande influence sur le choix de la langue d'alphabétisation et que l'abandon du programme d'alphabétisation dans cette commune n'y est pas lié. La sensibilisation des populations aux avantages de l'alphabétisation fonctionnelle doit être renforcée et un réaménagement du calendrier et du contenu des cours semble prioritaire.

### **Objectif N° 3 : Etudier les effets socio-économiques et nutritionnels des interventions.**

Les travaux de recherche liés à cet objectif ont trait à l'influence des fermes privées sur la sécurité alimentaire dans la Circonscription Urbaine de Ouidah.

De part leur nombre, leur étendue, la destination des produits, le mode de gestion et le statut du propriétaire, l'équipe du projet a initié cette étude pour apprécier la contribution des fermes privées sur l'état de la disponibilité alimentaire de la zone. Il ressort de l'étude que les fermes privées (515 au total) ne résolvent pas le problème d'emploi ; elles favorisent l'exode rural. La production et l'équipement de ces fermes ne sont pas en mesure de contribuer à l'installation de projets industriels. En outre, la production des fermes est loin de contribuer à la sécurité alimentaire de la population de Ouidah et de surcroît les produits sont dirigés hors de la zone, ce qui ne contribue pas à l'amélioration de la situation alimentaire.

Mais au-delà de cet aspect, les interventions mises en place et la démarche participative utilisée par l'équipe du projet ont permis :

- d'augmenter les activités génératrices de revenus dans le secteur informel par le système de crédit/épargne orienté vers le petit commerce,
- de former les populations à se prendre progressivement en charge bien que la durée du projet soit encore trop courte pour atteindre ce but,
- d'améliorer la santé maternelle et infantile par les soins de santé primaires et surtout l'éducation nutritionnelle. En effet, la mission a pu constater que les membres des groupements féminins connaissent bien la valeur nutritionnelle des trois groupes d'aliments (force, croissance et protection).
- de contribuer à la résolution de la disponibilité de l'eau potable dans certains villages,

- de désenclaver certains villages,
- d'améliorer la scolarisation des enfants par la construction des modules de classes

Enfin il est évident que la plupart des effets socio-économiques des interventions ne peuvent être appréciés correctement qu'à moyen terme (10 ans).

**Objectif N° 4 : *Evaluer la contribution des interventions dans l'amélioration de l'équité entre ménages au plan de la disponibilité alimentaire.***

L'équipe du projet a surtout effectué une recherche documentaire pour clarifier le concept d'équité ou d'inégalité à travers différents domaines d'application (négociation des contrats, appropriation des interventions, processus de participation).

De toute évidence, on note que les femmes ayant bénéficié des interventions prennent de plus en plus de responsabilités dans l'éducation des enfants et participent financièrement aux charges du ménage. Autrefois peu écoutées, ces femmes deviennent de plus en plus un facteur d'équilibre des relations sociales au sein de la communauté.

Par ailleurs, on assiste à une sorte d'auto-formation des acteurs vis-à-vis de la capacité et la rapidité dans les prises de décision. Cette dernière favorise l'accueil des interventions.

Enfin la satisfaction des termes du contrat pour ceux qui souhaitent participer aux actions en cours, favorise les acteurs qui ont un minimum de moyens. Il conviendra de revoir la linéarité du processus de sélection des interventions et des acteurs en vue de renforcer la position des plus démunis sur le plan économique et social afin de les rendre autonomes vis à vis des détenteurs du pouvoir financier local.

**Objectif N° 5 : *Renforcer les compétences de l'équipe en matière de recherche-action.***

L'amélioration des compétences de l'équipe s'est faite à travers la collaboration inter-institutionnelle, les sessions de formation technique et les voyages d'étude.

Mais il est à noter que durant cette phase les chercheurs ont été très absorbés par les tâches quotidiennes de mise en place et de suivi des interventions très concentrées. Il ne leur a pas été souvent possible de prendre du recul pour systématiser les expériences acquises à travers l'élaboration d'outils didactiques dans le cadre des formations à organiser pour une reproductibilité à moindre coût de la démarche.

Enfin les données collectées sont plus qualitatives que quantitatives.

**2.2.3. Volet Actions**

Les interventions du projet couvrent les trois zones identifiées (à savoir le littoral, le marécage et le plateau). Les différentes actions menées sont listées par zone et par village (voir **annexe 1**).

Elles varient de 1 à 18 selon les 31 villages sélectionnés ; sept villages n'ont pas pu être touchés par les interventions probablement parce que les acteurs prennent le temps de réfléchir et d'assimiler l'information pour réunir les conditions exigées par l'équipe du projet.

Par ailleurs, pour chaque activité, les points forts, les points faibles et les améliorations possibles ont été décrits par l'équipe du projet et présentés dans un tableau récapitulatif placé en **annexe 2** du rapport d'évaluation.

### **2.3. Les budgets et leur utilisation**

Des suggestions précises étant faites au point 3.5 sur les modes de gestion des budgets, nous insisterons ici sur quelques observations faites à propos de la structure du budget et de son utilisation. Le tableau ci-joint reprend de façon synthétique les principaux postes budgétaires, le niveau de prévision et d'utilisation des fonds.

#### **2.3.1. Observations**

Sur cette base, il est possible de faire les observations :

1. En terme de répartition : les salaires correspondent à 51% des budgets dépensés, les activités de formation à 5% et les dépenses en matériels et services à 44%.
2. Les dépenses allouées pour les activités sectorielles représentent seulement 40% du poste « matériels et services » et à peine 17% du budget total.
3. Le seul poste véhicule (achat d'un 4x4 et entretien) représente à lui seul 40 % des dépenses totales en 1994.
4. Enfin par rapport aux prévisions faites chaque année qui cumulent 248,7 millions de FCFA, seulement 35% ont été dépensés soit 86,9 millions de FCFA sur trois ans.

#### **2.3.2. Recommandations**

La mission fait les recommandations suivantes :

1. Qu'une utilisation plus agressive du budget soit faite, permettant de livrer les extrants prévus. Cette façon de procéder devrait permettre en particulier d'augmenter les activités sur la zone, de mettre en place un programme de recherche et de diffuser de façon plus systématique les résultats.
2. Qu'une budgétisation prévisionnelle des activités soit faite sur une base plus réaliste.
3. Que des mécanismes de suivi des activités soient mis en place pour s'assurer que ces dernières collent de plus près aux prévisions.



Budgets

PDRN-EVA-RA

	1 992					1 993					1 994					1992-94				1 995			
	Nb	Prévu	Nb	Dépensé	Solde	Nb	Prévu	Nb	Dépensé	Solde	Nb	Prévu	Nb	Dépense	Solde	Prévu	Nb	Dépense	Solde	Nb	Prévu		
<b>PERSONNEL</b>		1 260 000																					
<b>1- Salaires</b>																							
Chercheur principal	1	1 200 000	0,5	650 000	550 000	1,0	1 500 000	1,0	1 500 000	0	1,0	1 536 000	0	1 536 000	2,3	4 236 000	1,2	2 150 000	2 086 900	1,0	1 536 000		
Agronomes	3	5 400 000	3	5 230 000	170 000	3,8	6 750 000	3,5	6 215 000	535 000	3,5	6 364 160	2,4	4 382 806	1 981 354	10,3	18 514 160	8,8	15 827 806	2 686 354	2,0	6 672 000	
Médecins nutritionnistes	1	1 800 000	0,48	865 000	935 000	1,3	2 250 000	0,6	1 057 500	1 192 500	0,6	1 082 880	0,3	521 000	561 880	2,7	5 132 880	1,0	2 443 880	2 689 380	1,3	1 068 000	
Sociologue	1	840 000	0	0	840 000	1,3	1 050 000	0,3	225 000	825 000	0,6	537 600	0,5	450 000	87 600	3	2 327 600	0,4	675 600	1 752 000	0,0	0 000 000	
Économiste	1	1 800 000	1	2 020 000	-220 000	1,3	2 250 000	1,5	2 700 000	-450 000	1,5	2 764 800	1,2	2 226 976	537 824	3,8	6 814 800	3,9	6 946 976	132 176	1,0	2 592 000	
Assistantes sociales	2,0	2 520 000	1,8	2 330 000	190 000	2,5	3 150 000	1,9	2 375 000	775 000	1,9	2 432 000	1,0	1 290 024	1 141 976	2,0	8 102 000	2,0	5 995 024	2 106 976	2,0	3 024 000	
Animateurs ruraux		4 320 000	3	5 088	4 314 912		4 320 000		0	4 320 000		4 423 600		4 423 600		3 063 600		3 088	3 068 512		2 760 000		
Technicien alphabétiseur	1	840 000	0	0	840 000	1,3	1 050 000	0,2	182 884	867 116	1	768 000	0,4	319 004	448 996	7,0	2 658 000	1,0	501 888	1 156 112	1,0	1 225 000	
Enquêteurs		3240000		2 024 000	1 216 000		4 050 000		4 297 650	-247 650		4 400 794		2 306 506	2 094 288		11 690 794		8 628 156	3 062 638		11 17 200	
Informaticien	1	1260000	0	0	1 260 000	1,3	1 575 000	1,0	198 000	1 377 000	1,28	1 612 800	1	1 319 852	292 948	1,0	4 447 800	1,0	1 611 852	2 929 948	1,0	1 611 800	
<b>Sous-total</b>	<b>11</b>	<b>23 220 000</b>	<b>10</b>	<b>13 124 088</b>	<b>10 095 912</b>	<b>14</b>	<b>27 945 000</b>	<b>10</b>	<b>18 751 034</b>	<b>9 193 966</b>	<b>11</b>	<b>25 922 634</b>	<b>7</b>	<b>12 816 168</b>	<b>13 106 466</b>	<b>20</b>	<b>77 087 634</b>	<b>19</b>	<b>41 691 798</b>	<b>35 396 344</b>	<b>10</b>	<b>27 775 800</b>	
<b>2- Formation</b>																							
Séminaires et ateliers							1 500 000		9 470	1 490 530						1 500 000		9 470	1 490 530				
Voyages d'études		3 000 000		0	3 000 000		3 000 000		1 086 130	1 913 870		1 500 000		1 685 632	-185 632	1 500 000		2 771 762	4 728 238			1 500 000	
Consultation d'experts		2 750 000		0	2 750 000		2 750 000		1 495 200	1 254 800		0		0	0	5 500 000		498 200	1 661 800			5 500 000	
<b>Sous-total</b>		<b>5 750 000</b>			<b>5 750 000</b>		<b>7 250 000</b>		<b>2 590 800</b>	<b>4 659 200</b>		<b>1 500 000</b>		<b>1 685 632</b>	<b>-185 632</b>	<b>1 500 000</b>		<b>3 270 132</b>	<b>6 773 568</b>			<b>6 500 000</b>	
<b>II- MATÉRIELS ET SERVICES</b>																							
Matériels		3 300 000		1 085 134	2 214 866											3 300 000		1 085 134	2 214 866				
Fournitures de bureau et ordinateur		1 000 000		912 290	87 710		1 000 000		447 999	552 001		1 000 000		453 765	546 235	1 000 000		912 290	98 710			500 000	
Réactifs et matériels de laboratoires		500 000		1 755	498 245		500 000		0	500 000		500 000		0	500 000	1 500 000		1 755	498 245			500 000	
Véhicule 4x4		10 000 000		10 000 000	0		10 000 000		0	10 000 000		14 860 000		14 919 350	-59 350	14 860 000		10 000 000	9 940 650			14 860 000	
Entretien carburant		2 000 000		2 733 157	-733 157		2 000 000		2 502 375	-502 375		3 643 458		1 301 337	2 342 121	2 000 000		2 733 157	1 309 801			2 000 000	
Activités intersectorielles		40 000 000		4 124 425	35 875 575		35 062 610		3 309 493	31 753 117		31 753 117		6 091 250	25 661 867	106 815 727		4 124 425	33 700 549			106 815 727	
Publications														0	0	0			0			0 000 000	
<b>Sous-Total</b>		<b>56 800 000</b>		<b>8 856 761</b>	<b>47 943 239</b>		<b>48 562 610</b>		<b>6 259 867</b>	<b>42 302 743</b>		<b>51 756 575</b>		<b>22 765 702</b>	<b>28 990 873</b>	<b>157 119 185</b>		<b>37 982 330</b>	<b>19 516 855</b>			<b>19 516 800</b>	
Evaluation																						10 000 000	
<b>Total général</b>		<b>85 770 000</b>		<b>21 980 849</b>	<b>63 789 151</b>		<b>83 757 610</b>		<b>27 601 701</b>	<b>56 155 909</b>		<b>79 179 209</b>		<b>37 267 502</b>	<b>41 913 336</b>	<b>248 706 819</b>		<b>86 856 160</b>	<b>69 856 707</b>			<b>58 589 200</b>	

#### **2.4. Le pilotage de la réalisation du projet**

L'équipe du projet est soudée et motivée. Tous les chercheurs participent aux différentes formations et rencontres.

L'échange des informations au niveau du projet à travers des entretiens et des réunions est suffisant. Un système de communication à travers le bulletin CREDESA-INFO qui en est à sa troisième année de parution contribue à renforcer la cohésion de l'équipe.

Mais un point faible mérite d'être mentionné dans le pilotage du projet. Ce point faible est le suivi budgétaire des interventions.

Pour un projet multisectoriel de ce genre, le suivi-évaluation des activités révèle une importance primordiale. De même, une allocation budgétaire doit se faire dans une planification annuelle par activité au départ pour permettre un meilleur suivi financier ultérieur.

En outre, les interventions doivent se situer dans une vision stratégique à moyen terme avec les différents niveaux à atteindre dans l'évolution normale de celles-ci.

### **3.- LES GRANDS ENSEIGNEMENTS ET LES RECOMMANDATIONS A TIRER DE CETTE EVALUATION**

#### **3.1. L'impact du projet sur la région**

Bien qu'il soit assez difficile d'évaluer dans un temps aussi court l'impact du projet sur la région, et bien que l'on ne dispose pas d'outils systématiques de suivi et d'évaluation, l'équipe d'évaluation à la lecture des publications disponibles, après avoir analysé les extraits, en se fiant surtout aux échanges qu'elle a eus avec les destinataires, à la vue de leurs réalisations et des activités conduites dans les villages, a acquis la conviction que le projet PDRN :

- est un projet qui laisse une grande place aux populations bénéficiaires,
- que ces dernières ont témoigné de beaucoup d'estime et de reconnaissances vis à vis de l'équipe d'intervention,
- que le travail est conduit avec beaucoup de sérieux et d'enthousiasme par les membres de l'équipe,
- que ces derniers, malgré les difficultés du travail en équipe pluridisciplinaire, ont réussi à créer une dynamique interne extrêmement constructive,
- l'équipe d'évaluation a observé une grande disponibilité des intervenants vis à vis de la mission, mais surtout vis à vis des destinataires du projet,

- nous avons également apprécié la présence des villageois et de leurs notables à toutes les étapes du processus d'évaluation. Ils se sont beaucoup exprimés lors de ces rencontres et l'équipe du projet leur a laissé une grande place avec beaucoup d'attention et de respect.

### 3.1.1 Observations

L'analyse des documents du projet et les visites sur le terrain ont confirmé l'input positif des activités sur la situation des populations (santé, éducation, nutrition). Cela a été dit et redit dans les villages.

1. Il apparaît que les volets Alphabétisation et Crédit du projet sont des volets stratégiques dans le processus de développement et qu'ils constituent des leviers irremplaçables.
2. Bien que du chemin reste à parcourir, nous avons été frappé par la volonté d'appropriation des outils de développement par les populations et sur ce point l'alphabétisation a souvent été signalé comme étant le préalable à une appropriation et à un retrait du projet. Le temps n'est pas encore mûr pour ce retrait, mais il est envisagé par les destinataires et tout doit être fait pour les préparer à cela (plusieurs propositions seront faites dans ce sens plus loin).
3. Nous avons noté de la part des destinataires un sentiment de fierté de faire partie d'un groupe qui est un peu le modèle proposé aux autres et qu'ils ne doivent pas défaillir. Il est important d'accentuer ce sentiment et de s'appuyer sur ces leaders pour assurer la démultiplication du projet.
4. La place des femmes et leur capacité à s'exprimer très librement nous a également surpris. C'est sans doute là une situation qui n'a pas toujours été ainsi et que la dimension Santé et Nutrition du projet a rendu possible.
5. Enfin nous avons perçu beaucoup d'espace pour des activités et des interventions souhaitées par les personnes rencontrées dans les villages. Mais ce qui est étonnant et encourageant c'est de voir que les demandes ne sont pas du type "cadeau" mais plutôt exprimées sous la forme *"faites-nous confiance, nous avons encore beaucoup d'idées, de projets, ouvrez le crédit, nous irons de l'avant et nous rembourserons"*.

### 3.1.2 Recommandations

Un certain nombre de suggestions suivront au point 3 de ce rapport, visant à mettre en garde l'équipe du projet et les bailleurs de fonds sur quelques embûches diagnostiquées par les membres de l'équipe d'évaluation. Certaines de ces observations sont majeures et doivent être rapidement solutionnées. Mais nous pensons que pour ce projet, les aspects tels que : la méthode et l'approche utilisée, la qualité de l'équipe et la qualité des gens de la région méritent que l'on poursuive les efforts déjà amorcés. C'est dans cet esprit qu'ont été rédigés les points suivants :

### 3.2. La nécessité d'une vision stratégique

Ce dont risque de souffrir le plus à long terme et surtout à très court terme le PDRN est sans doute le manque de planification stratégique. Au moment de la mission d'évaluation, le projet avait achevé ses trois années de fonctionnement 1992, 1993 et 1994. Il avait obtenu une quatrième année de prolongation et à un mois de la fin de cette période, rien n'est encore planifié pour assurer la suite.

Cette situation est sans doute la plus préoccupante à très court terme et s'il n'y est pas trouvé rapidement une solution, c'est toute cette expérience et cette expertise qui risquent d'être perdues.

#### 3.2.1. Observations

Au cours des dernières années, l'équipe du projet très impliquée sur le terrain n'a sans doute pas consacré suffisamment d'attention à une vision de moyen et long terme, autour de laquelle il était essentiel qu'elle formule diverses stratégies.

Cette vision manque à différents niveaux :

1. au niveau de la programmation des activités du groupe sur cinq à dix années, y compris la recherche des financements ; nous insisterons ici sur ce point vital à court terme dans nos propositions,
2. au niveau de la recherche, nous y reviendrons plus loin,
3. et au niveau de la stratégie de développement de la zone.

La mission souligne que la programmation des activités du présent projet, prévue sur trois années, est tout à fait irréaliste. Elle regrette que la formule initiale de cinq années n'ait pas été retenue. Cette formule, comme nous le verrons plus loin, avec une période de deux années initiales suivies d'une évaluation permettant de corriger le tir à mi-parcours est sans doute la formule à privilégier.

#### 3.2.2. Recommandations

La mission d'évaluation recommande les points suivants :

1. que soit organisé d'urgence une rencontre de planification de la recherche en liaison avec la communauté scientifique environnante.
2. que soit constitué rapidement, avec la participation des institutions partenaires oeuvrant dans la zone et avec bien sûr les populations concernées, un comité de planification stratégique chargé de formuler des propositions pour les dix prochaines années.

3. que ce comité, avec l'aide des bailleurs de fonds, recherche une solution de financement à court terme (prolongation de six mois au moins et si possible d'une année sur la base des budgets initiaux du PDRN, non dépensés, ou formulation d'une phase transitoire d'une année) permettant de poursuivre le projet, maintenir l'équipe, proposer une programmation ultérieure d'au moins cinq années et de s'assurer des financements pour cette période.
4. Il est proposé que le schéma à la page suivante serve de point de départ à la réflexion de ce comité dans la planification des activités du groupe.

Sur cette base, la troisième phase du projet, qui pourrait faire l'objet de financements conjoints de la part de plusieurs bailleurs de fonds, devrait avoir une durée de vie de cinq ans, avec une période d'évaluation à mi-parcours (à la fin de la deuxième année).

En renforçant le volet Recherche, comme proposé plus loin, cette période permettrait de finaliser la mise au point des méthodes d'intervention au cours des deux premières années. Les trois années suivantes seraient consacrées à deux démarches principales :

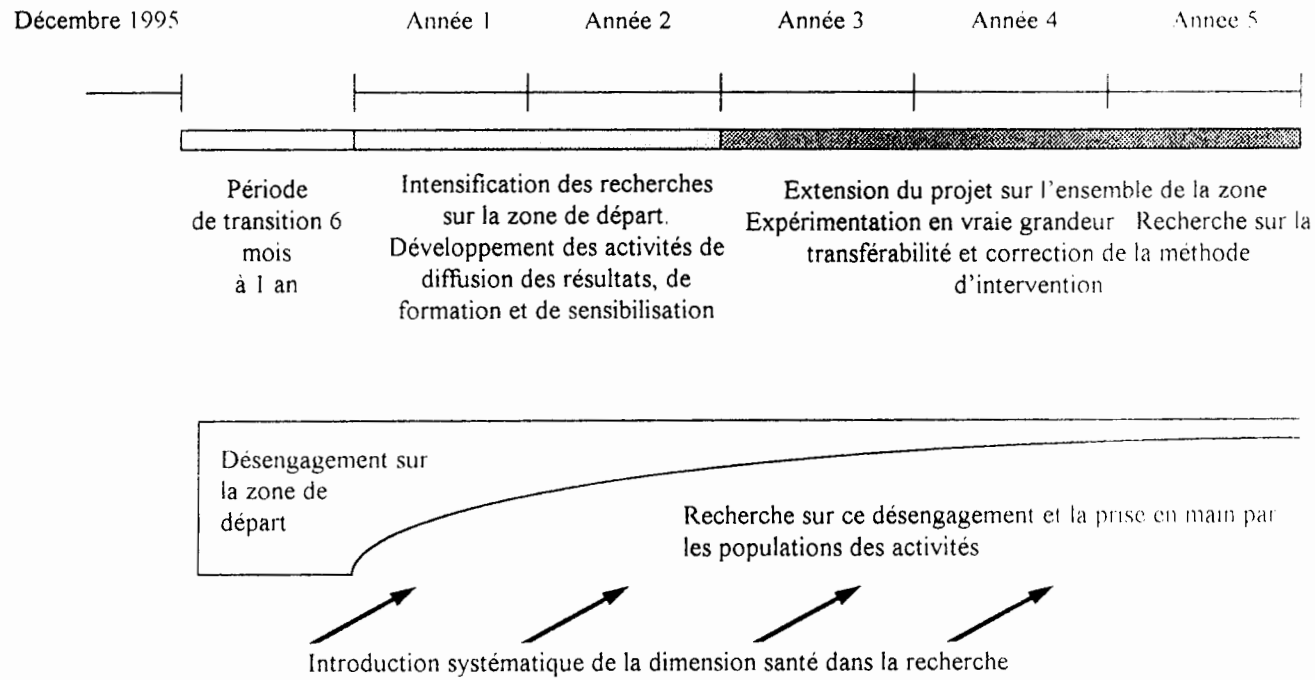
- l'extension en vraie grandeur (conditions normales) de la méthode et correction de cette dernière à la lumière de cette expérience,
- désengagement de l'équipe de la zone de départ et vérification des conditions d'appropriation par les populations locales.

L'équipe d'évaluation propose qu'au cours de ces cinq années, des efforts particuliers soient mis dans l'intégration plus systématique du volet Santé dans le projet. Elle propose également qu'un effort particulier soit accordé à la recherche de financements pour consolider le projet dans le moyen terme. Elle recommande enfin que, dans le même esprit, soit entrepris avec les populations locales et de façon continue un exercice de réflexion et de planification prospective sur le développement de la zone et sur la programmation des activités<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Par exemple le cas des banques communautaires a été cité à plusieurs reprises, pour souligner qu'une fois les activités du projet terminées, rien n'était prévu pour prendre le relais pour cet effort d'épargne.

### Schéma de planification stratégique proposé



### 3.3. Intégrer davantage les populations à la programmation et à la gestion des activités

L'approche participative qui est au coeur du projet suppose l'implication de tous les acteurs dans le processus de conception, de prise de décision, mais aussi de gestion et d'évaluation. Cette démarche doit être continue depuis la phase diagnostic jusqu'au suivi évaluation.

Le principe fondamental de cette démarche est d'amener les populations à acquérir la capacité progressive de se prendre en charge. Or cette implication n'est possible que sur la base d'un libre engagement, de volontariat, de bénéfice réciproque et de partenariat.

Le CREDESA, après 10 années d'expérience, considère les communautés comme les **acteurs** de leur **propre développement** et les professionnels ne sont alors que les **catalyseurs temporaires** de ce processus.

Le CREDESA a favorisé cette approche à deux niveaux à l'intérieur du processus de sélection des interventions et de celui de sélection des acteurs :

- au niveau institutionnel tout d'abord en organisant une journée de travail visant à identifier les acteurs les plus à même de dégager des solutions et des actions à entreprendre dans la Sous-Préfecture de Ouidah,
- au niveau communautaire ensuite s'est opérée la sélection des interventions et des acteurs grâce à quatre étapes :
  1. les assemblées de zone,
  2. les assemblées de village
  3. les assemblées de pratiquants et
  4. la réunion des acteurs.

Cette approche participative a permis de sélectionner, avec les institutions de développement impliquées dans la zone et avec les populations concernées, les actions les plus pertinentes et les plus rentables.

Au total de cette phase du projet, sept villages à interventions groupées et 32 à interventions isolées ont été sélectionnés. De même 97 acteurs individuels et 18 groupements d'acteurs ont été identifiés. Leur formation a été assurée avec la mise en place des interventions.

Diverses difficultés ont été observées lors de cette démarche. Certaines sont d'ordre communicationnel ; elles sont nées en particulier des délais qui se sont établis entre la phase conceptuelle qui a créé des attentes et la phase d'exécution. Elles se sont traduites au départ par une certaine désaffection. D'autres sont davantage d'ordre méthodologique (nombre de réunions trop grand). Certaines difficultés enfin sont nées avec les institutions collaboratrices desquelles on a beaucoup exigé et qui n'étaient pas suffisamment préparées.

#### 3.3.1. Observations

Au cours de ce processus de sélection qui privilégie l'approche participative, la mission, qui ne dispose pas d'enquêtes longitudinales, ne peut répondre que ponctuellement aux questions suivantes :

- quel est le niveau de participation communautaire ?
- jusqu'à quel point les communautés de base sont-elles en train de s'approprier les interventions ?
- l'expérience acquise est-elle suffisante et est-elle suffisamment exploitée pour permettre d'améliorer notre connaissance de la participation communautaire, ainsi que le processus de sélection des interventions ?
- les outils développés par l'équipe du projet ont-ils permis un audit permanent du projet ?
- a-t-il été possible d'orienter et d'ajuster les objectifs du projet en cours de route ? Et quel est le rôle joué par les populations concernées dans ces corrections ?
- la démultiplication des interventions dans la zone est-elle effective ?
- dispose-t-on d'outils permettant la reproduction et le suivi ?

Plusieurs éléments de réponses à ces questions peuvent toutefois être avancés par la mission d'évaluation :

1. On ne dispose pas aujourd'hui de tous les instruments de recherche permettant de répondre de façon systématique et rigoureuse à ces questions (voir plus loin le paragraphe consacré à la recherche). Un effort doit être consacré à ce point de façon urgente.
2. Les études réalisées apportent des éléments de réponses intéressants, mais trop partiels et pas assez quantitatifs.
3. Beaucoup de savoir, d'expériences de l'équipe ne sont pas valorisés et exploités.
4. Il semble difficile à l'équipe de conseiller d'autres intervenants tant qu'elle ne sera pas placée elle-même dans une situation où le ratio encadreurs/encadrés sera plus proche d'une situation d'encadrement normale (voir à ce propos les propositions qui ont été faites pour une phase III).

### 3.3.2. Recommandations

L'équipe d'évaluation recommande :

1. Que soient renforcés les acquis de l'équipe à travers le suivi et la formation pour une participation permanente des acteurs dans la gestion du projet.
2. Que ces acteurs soient systématiquement associés au pilotage du projet et qu'ils soient progressivement responsabilisés dans la formulation d'une stratégie à moyen terme.



3. Que le savoir-faire de l'équipe PDRN du CREDESA soit rentabilisé par la fabrication et la diffusion d'outils et matériels pédagogiques rédigés d'une part en langue française pour la formation et l'information des responsables politiques, pour les chercheurs/enseignants et pour toutes les équipes qui travaillent sur le terrain avec cette approche et d'autre part en langue Fon pour les populations touchées par le projet
4. Que soient listées systématiquement toutes les étapes qu'empruntera une activité (pour s'assurer d'une vision à moyen terme et d'un engagement dans le temps des acteurs relativement au processus dans lequel ils s'engagent) Dans cette démarche, il est essentiel que les rationnels utilisés soient les plus proches possibles de la perception qu'ont les acteurs de leur milieu

### **3.4. Investir massivement et rapidement dans la recherche**

Le projet que nous avons eu à évaluer est un projet d'un type particulier puisqu'il s'agit d'un projet de « recherche-action » dans lequel le volet recherche est important. La mission estime que le taux élevé d'encadrement et l'importance des budgets accordés à ce projet ne se justifient que dans ce cadre.

La recherche proposée dans ce projet vise deux objectifs principaux :

1. Mettre en place des instruments d'observations permettant d'évaluer en permanence l'input des actions et d'assurer un suivi (audit) permanent du projet. Cet outil devant permettre aussi de mesurer les effets de telle ou telle action et d'optimiser cette dernière.
2. Tirer de cette expérience des enseignements sur les outils et la démarche développée dans le projet permettant de diffuser et de multiplier cette expérience.

Pour être crédible au plan international, une équipe de recherche comme celle du PDRN doit mener des travaux de recherche permettant de conduire à trois types d'extraits :

1. des documents de vulgarisation,
2. des documents scientifiques de haut niveau (thèse, rapport de recherche, etc...),
3. des publications scientifiques dans des revues à comité de lecture.

Ces trois types de publications qui s'adressent souvent à des publics différents sont toutes trois indispensables pour assurer la notoriété de l'équipe et pour diffuser correctement les résultats de ses recherches.

La mission d'évaluation a pris connaissance des publications produites par l'équipe PDRN et dont on trouvera la liste en annexe. Elle fait les observations suivantes et propose certaines recommandations :

### 3.4.1. Observations

Le volet Recherche est sans doute la partie la moins avancée et le plus près possible du projet. Cette situation s'explique sans nul doute par plusieurs raisons :

1. la durée du projet trop courte pour voir des efforts tangibles (la mise en place d'une équipe de recherche exige plusieurs années),
2. la très grande attention donnée à la mise en place des activités sur le terrain. Ce biais qui est aussi le point fort de l'équipe ne les a pas conduit à consacrer suffisamment de temps à la recherche,
3. une faiblesse méthodologique de l'équipe qui exigerait des formations complémentaires de ses membres, mais aussi qui pourrait être corrigée par des partenariats avec des groupes de recherches extérieurs.
4. le CREDESA dispose de matériels, des informations et de savoir-faire privilégié. C'est tous ces acquis qu'il est **urgent** de valoriser dans un précieux temps,
5. l'approche multidisciplinaire du CREDESA est unique. Il faut essentiellement miser et capitaliser sur elle. Toutefois, nous avons noté une faiblesse au niveau de l'intégration du volet Santé,
6. les produits de cette recherche ne sont pas encore suffisamment connus et diffusés,
7. il n'existe pas d'outil d'observation (enquête permanente et systématique) permettant de suivre sur la zone l'ensemble des activités, les résultats obtenus et de mesurer les liens entre les actions et les résultats selon l'approche pluridisciplinaire (par exemple permettant de mesurer les effets de l'amélioration des revenus sur l'alimentation et la santé des populations par catégorie d'individus, par zone, par âge, par sexe, etc...),
8. l'équipe ne pourra vraiment prétendre diffuser son expérience que dans la mesure où après une phase d'expérimentation elle sera elle-même mise dans une situation réelle d'implantation de la méthode, c'est à dire une situation où le ratio encadreur/encadrés serait plus proche de la réalité.

### 3.4.2. Recommandations

L'équipe d'évaluation formule les recommandations suivantes :

1. que des efforts importants de réflexion et de programmation des activités soient consacrés **sans tarder** à la recherche, par l'équipe du PDRN,
2. l'équipe d'évaluation conseille que l'équipe PDRN s'adjoigne pour réaliser ce travail des aides extérieures lui permettant non seulement de préciser ses priorités, mais aussi de formuler de façon adéquate ses problèmes de recherche et de sélectionner les outils qu'elle entend privilégier.

3. que l'équipe, lors de cette opération stratégique, se recentre sur les sujets de recherche pour lesquels elle dispose d'avantages relatifs ; qu'elle laisse systématiquement tomber les sujets qui peuvent être (ou qui sont déjà) traités par d'autres. Qu'elle limite les sujets à un nombre raisonnable, et surtout qu'elle valorise en priorité les sujets pour lesquels elle dispose déjà d'une bonne information,
4. que l'équipe PDRN formalise davantage sa plate-forme de recherche. Il s'agit bien sûr d'un espace physique et des moyens matériels, mais il s'agit surtout d'une démarche, d'un calendrier, d'une dynamique d'échange et de discussion (ateliers, séminaires, etc ).
5. qu'à l'intérieur de l'équipe, davantage de temps soit consacré par les membres à la recherche. Mais que la répartition des tâches soit faite de façon souple et en accord avec les priorités et le calendrier de recherche retenu : un membre de l'équipe pouvant ainsi se voir attribuer un pourcentage plus élevé de son temps à la recherche pour une période donnée, ce pourcentage pouvant varier entre les individus et, pour un même individu, dans le temps, selon les besoins,
6. que l'équipe s'ouvre sur ce volet plus systématiquement à l'extérieur et qu'elle définisse ses partenariats sur la base des programmes de recherche préalablement établis. Les équipes de recherche avec lesquelles le CREDESA doit établir des partenariats devraient être en priorité des équipes nationales, de la région et, selon les besoins et l'intérêt des pays partenaires du Nord. A ces différents niveaux, la coopération ne doit pas être ponctuelle, mais procéder d'un engagement dans le moyen terme,
7. que des moyens matériels plus importants soient mis rapidement à la disposition de l'équipe pour développer ce volet à l'intérieur de l'enveloppe disponible,
8. qu'une période de six mois à une année soit consacrée à cette étape stratégique et que le CRDI finance cette période sur la base d'un calendrier rigoureux et d'extrants précis,
9. qu'au cours de cette année il soit fait une place importante à la recherche de financement permettant d'assurer une phase ultérieure de cinq années au minimum,
10. que l'équipe PDRN du CREDESA fasse une place beaucoup plus importante à la diffusion des résultats.

### **3.5. Repenser l'organisation et les modes de gestion du projet**

La mission d'évaluation n'a pas jugé bon d'approfondir ce point dans la mesure où des réflexions sont en cours au niveau de la direction du CREDESA et que des transformations sont envisagées. Cependant certaines observations doivent être faites ainsi que certaines recommandations en vue d'assurer dans l'avenir un fonctionnement plus adéquat du projet, une responsabilisation plus grande des équipes et une meilleure utilisation des fonds disponibles.

Le CREDESA traverse actuellement une phase normale de son évolution. Mais, pour naturel que soit ce phénomène, la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui cette institution lui confère une grande vulnérabilité, si certaines dispositions ne sont pas prises rapidement.

### 3.5.1. Observations

1. le CREDESA est une institution qui a grandi rapidement au cours des dernières années. Elle est aujourd'hui appelée à revoir ses systèmes et ses mécanismes de gestion.
2. le projet PDRN regroupe à lui seul près de la moitié du personnel du CREDESA et pourtant il ne représente qu'une section sur les neuf du Centre.
3. systématiquement depuis le début du projet les fonds programmés ne sont dépensés qu'à 50% voir le tableau récapitulatif ci-joint. Or bien des activités (de recherche en particulier) n'ont pas été conduites de façon satisfaisante, alors que des moyens supplémentaires auraient pu être engagés,
4. le responsable de l'unité ne dispose pas des informations suffisantes lui permettant de suggérer et d'engager ces activités,
5. bien que la mission n'avait ni le temps ni le mandat de vérifier ces comptes, leur utilisation est apparue tout à fait correcte et leur affectation conforme aux engagements,
6. nous n'avons pas pu juger de l'impact qu'ont eu les retards de versement (dus le plus souvent à des retards dans la production des rapports par le CREDESA au CRDI) et qui ont pu jouer sur cette trop faible utilisation des fonds, mais, de toute évidence, les causes principales ont pour origine le mode de gestion du projet et ce dernier doit être revu.

### 3.5.2. Recommandations

1. que dans les réformes en cours, plus d'autonomie soit accordée à l'équipe du PDRN, sous la direction du Centre,
2. qu'une gestion par objectif soit adoptée à partir de laquelle une ventilation des ressources soit opérée,
3. sur cette base, que le responsable de l'équipe PDRN assure l'exécution dans la limite budgétaire affectée. Qu'il rende régulièrement des comptes à la direction du CREDESA,
4. que la direction du Centre assure le contrôle et le suivi des engagements financiers de l'équipe PDRN.

### 3.6. Revitaliser les partenariats

L'équipe d'évaluation a également rencontré un certain nombre d'institutions partenaires du projet sur le terrain. Ces visites nous ont permis de faire un certain nombre d'observations et de recommandations :

### 3.6.1. Observations

- 1 d'une façon générale, nous avons constaté au niveau des personnes et des institutions rencontrées un bon esprit de coopération.
- 2 les discussions conduisent au constat qu'en période de restrictions budgétaires, il est urgent de collaborer de façon efficace pour le bien des destinataires,
- 3 les responsables du CARDER-Atlantique ont clairement exprimé ces sentiments et c'est sans doute avec cette institution qu'il y aurait eu plus de risque de conflits d'intérêt. Sur le terrain malgré tout, du travail reste à faire pour harmoniser les approches et intervenir de façon plus efficace,
4. dans le domaine de l'alphabétisation, les liens sont très étroits et les méthodes, les outils et les activités d'alphabétisation conduites sur le terrain par l'équipe du projet sont appréciés. Ces activités ont permis à la région de mieux se situer au niveau de la classification nationale pour le taux de réussite des populations alphabétisées,
5. avec l'IITA aussi les contacts sont étroits et féconds, tant pour la méthode participative qu'en ce qui a trait aux transferts de technologies.

### 3.6.2. Recommandations

L'équipe d'évaluation recommande :

1. que rapidement des contacts soient rétablis et que des réunions d'information et de planification soient organisées avec le CARDER-Atlantique,
2. que des liens privilégiés sur certains dossiers comme la recherche permettent à l'équipe PDRN de jouer un rôle de coordination et d'homogénéisation des approches conduisant à une véritable approche intégrée des interventions sur le terrain,
3. que dans cette démarche le PDRN se cantonne dans ses attributions et mette à contribution systématiquement les compétences des partenaires,
4. que l'équipe du PDRN établisse également des contacts avec d'autres partenaires nationaux et en particulier avec l'INRAB et le système national de recherche.

# ANNEXES

**Annexe 1 : Les interventions installées par zone écologique et par village**

**1.- Littoral**

<p style="text-align: center;"><b><u>Adounko</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit semences améliorées</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Elevage de porcs</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Mucuna</li> <li>- Culture du soja</li> <li>- Culture en couloirs</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Crédit / épargne</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Hiyo</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pisciculture</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Crédit / épargne</li> <li>- Transformation de noix de coco</li> <li>- ENSC</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Conservation de poissons</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Elevage porcins</li> <li>- Culture du soja</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Avlékété</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit semences améliorées</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Culture du soja</li> <li>- Elevage porcins</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Mèko</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Citernes</li> <li>- Elevage de porcs et petits ruminants</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Djondji</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Citernes de collecte d'eau pluviale</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Azizakouè</u></b></p> <p style="text-align: center;">Néant</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>Kouvènafidé</u></b></p> <p style="text-align: center;">Néant</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>Djégbadji</u></b></p> <p style="text-align: center;">Néant</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>Aïdo</u></b></p> <p style="text-align: center;">Néant</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>Ahouandji</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Culture du soja</li> </ul>		

**Annexe 1 (SUITE N°1) : Les interventions installées par zone écologique et par village**

**2.- Marécage**

<p style="text-align: center;"><b><u>Acadjamey</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Crédit semence améliorée</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Culture du soja</li> <li>- Grenier amélioré</li> <li>- Foyers améliorés</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Compostage</li> <li>- Puits - Citerne</li> <li>- Economie familiale</li> <li>- Mucuna</li> <li>- Transformation de noix de coco</li> <li>- IEC</li> <li>- Pisciculture</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Hounhanmèdé</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pisciculture</li> <li>- Elevage porcins</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Crédit/semences améliorées</li> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Foyers améliorés</li> <li>- IEC</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Houndjava</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transformation noix</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- IEC</li> <li>- Economie familiale</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- Foyers améliorés</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Ahazon</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Transformation de noix de coco</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Elevage porcins</li> <li>- Réhabilitation forage</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Gbéhonou</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit semences améliorées</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- IEC</li> <li>- ENSC</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Kpota</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Filtre à eau</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Crédit semences améliorées</li> <li>- ENSC</li> <li>- IEC</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Transformation huile rouge</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Foyers améliorés</li> <li>- Infrastructures scolaires</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Ahouicodji</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Jardins</li> <li>- Elevage ovins-caprins</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- IEC</li> <li>- ENSC</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Pahou</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Reboisement</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Volaille</li> <li>- Réhabilitation forage</li> <li>- Pisciculture</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Houakpè-Kpèvi</u></b> Néant</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>Houakpè-Daho</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- IEC</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Dégoué</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- IEC</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Diègbamè</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- IEC</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Gbèzoumè</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- IEC</li> </ul>		



**Annexe 1 (SUITE N°2) : Les interventions installées par zone écologique et par village**

**3.- Plateau**

<p style="text-align: center;"><b><u>Tohonou</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Culture en couloirs</li> <li>- Crédit semences améliorées</li> <li>- Elevage porcins</li> <li>- Culture soja</li> <li>- Elevage caprin/ovin</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Foyers améliorés</li> <li>- Transformation manioc</li> <li>- Greniers améliorés</li> <li>- Transformation coco</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- Transformation noix de palme</li> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Alphabétisation</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Gakpé</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Culture en couloirs</li> <li>- Crédit/ semence</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Culture soja</li> <li>- Elevage aulacode</li> <li>- Elevage porcine</li> <li>- Elevage ovin/caprin</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Grenier amélioré</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Foyers améliorés</li> <li>- Infrastructures scolaires</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Amouléhoué</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Crédit semences</li> <li>- Elevage porcs</li> <li>- Elevage ovin/caprin</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Foyers améliorés</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Fonkougè</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Culture en couloirs</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Soja</li> <li>- Elevage porcs</li> <li>- Elevage ovin/caprin</li> <li>- Crédit/semence</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Réhabilitation forage</li> <li>- Foyers améliorés</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Kpovié</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Infrastructure scolaire</li> <li>- Mucuna</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Elevage porcs</li> <li>- Elevage aulacode</li> <li>- Elevage ovin/caprin</li> <li>- Crédit/semence</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Economie familiale</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Réhabilitation pompe</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- Foyers améliorés</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Adovié</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Reboisement</li> <li>- Elevage porcs</li> <li>- Education nutritionnelle</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- Réhabilitation forage</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Assogbéhou</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Crédit/semence</li> <li>- Elevage ovins-caprins</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Foyers améliorés</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Savi-Houéton</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Grenier amélioré</li> <li>- Mucuna</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Dékouéhou</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réhabilitation forage</li> <li>- Mucuna</li> <li>- Reboisement</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b><u>Tokoli</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alphabétisation</li> <li>- Crédit/épargne</li> <li>- Maraîchage</li> <li>- Foyers améliorés</li> <li>- Education nutritionnelle</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Savi-Ouessè</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mucuna</li> <li>- Reboisement</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Savi-Houéton</u></b></p> <p style="text-align: center;">Néant</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>Monso</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Néant</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b><u>Bossouvi</u></b></p> <p style="text-align: center;">Néant</p>	<p style="text-align: center;"><b><u>Hounvé</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ferme</li> <li>- Pisciculture</li> <li>- Réhabilitation forage</li> </ul>

## Annexe 2 : Analyse des activités

1 - ACTIVITES GLOBALES DE BASE

TYPES D'ACTION	NOMBRE INSTALLE	NOMBRE DE VILLAGES TOUCHES	CIBLES	DATE	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	AMELIORATION A FAIRE	IMPACTS SUR LES OBJECTIFS DU PROJET	REPRODUIT AILLEURS ?
FOYER AMELIORE	55	14	- Groupement ENSC - Groupement de transformation - Ecole - Ferme d'apprentissage	1995	Lieux publics	- Non encore adopté au niveau ménage - contrainte de matière première	- Installation niveau ménage en tenant compte des dimensions des ustensiles	- Diminution de la quantité de bois - Limitation de la désertification.	NON
HABITAT (BIQUE EN TERRE STABILISEE)	0	0	- Ménages	-	-	-	- Acquisition de la presse. - Formation des jeunes.	-	NON
REBOISEMENT	32 ha	8	- Paysans	1993-1995	- Disponibilité de bois de chauffe - Protection de l'environnement - Régénération des sols - Source de revenus	- Baisse de superficies cultivées.  - Bénéficiaires ne sont que des propriétaires terriens.	- Mise en place d'une pépinière villageoise. - sensibilisation au reboisement des milieux publics et des domaines de la collectivité.	- Espace reboisé - Dispoibilité de bois - Peut améliorer la pluviométrie.	OUI
PUITS	1	1	- Communauté	1994	- Amélioration de la qualité de l'eau	- Manque d'entretien régulier par la communauté.	- Renforcer la sensibilisation et la formation sur l'hygiène du milieu. - Réhabiliter les puits traditionnels existants.	- Diminution du taux de fréquentation des sources d'eau polluées (trous d'eau).	NON
POMPES	7	7	- Communauté - Elèves	1993-1994	- 60 % des pompes remis en service - Redynamisation du Comité de gestion	- Réticence à l'achat de l'eau pour l'amortissement - Système d'exhaure non adéquat	- Mobiliser avec la communauté les ressources pour la réhabilitation des pompes restantes.	- Un village sur cinq dispose d'une source d'eau potable permanente.	NON
CITERNES	6	3	- Communauté - Elèves	1995	- Amélioration de la qualité de l'eau par rapport aux sources existantes.	- Coût élevé - Quantité non encore suffisante face aux besoins	- Sensibilisation pour la réalisation de citernes individuelles au niveau d'autres ménages.	- Augmentation de 10 % du taux de couverture en eau potable dans les villages touchés.	NON
FILTRE A EAU	1	1	- Groupement ENSC	1995	- Amélioration de la qualité de l'eau des sources traditionnelles du milieu.	- Accessibilité du dispositif à tous les ménages. - Entretien fréquent du dispositif. - Coût relativement élevé.	- Revoir la conception du dispositif en utilisant les canaris traditionnels au lieu des fûts métalliques.	- Sensibilisation des femmes sur l'importance du traitement de l'eau.	NON

## Annexe 2 (SUITE) : Analyse des activités

## 2 - ACTIVITES SPECIFIQUES : Appui à la production agricole

TYPES D'ACTION	NOMBRE INSTALLE	NOMBRE DE VILLAGES TOUCHES	CIBLES	DATE	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	AMELIORATION A FAIRE	IMPACTS SUR LES OBJECTIFS DU PROJET	REPRODUIT AILLEURS ?
COMPOSTAGE	6	2	Paysans	1993-1994	- Fertilisant naturel - Faible coût - Amélioré la structure du sol	- Pénibilité	- Intensifier l'élevage porcin pour plus de disponibilité de fiente; - Assainissement du milieu	- Diminution charge de production - Assainissement du milieu	NON
SEMENCES AMELIOREES	164 (menages)	11	Paysans	1993-1995	- Augmentation des emblavures  - Doublement des rendements	- Dépendance du CREDESA	- Installation d'un point de vente au niveau village  - Organiser un séminaire de vulgarisation niveau paysans	- Disponibilité des intrants - Augmentation des emblavures - Engouement à produire davantage	NON
CULTURE EN COULOIRS	5	3	Paysans	1993	- Amélioration du sol - Disponibilité de fourrage	- Effet à long terme	- Mise en place d'une pépinière. - Aménagement d'une zone de production de semences	- Augmentation des rendements - Amélioration des terres.	OUI
CULTURE DE COUVERTURE (MUCUNA)	120	6	Paysans	1991-1995	- Efficace contre le chiendent (imperata) - Amélioration de fertilité des sols.	- préjugé sur abri de serpent  - biomasse inflammable	- Installation de pare-feu - Trouver un système pour enfouir toutes les feuilles.	- 5 ha de terres libérées des chiendents - Augmentation de la production	OUI
ELEVAGE - porc - vache caprin - aulacode - clinique vétérinaire	19 8 1 350 (visites)	6 8 1 20	Paysans	1993-1995	- Appui au petit élevage - Formation des éleveurs - Stratégie de santé animale de base - Réduction de la mortalité animale.	- Non prise en compte des plus démunis	- Plus de souplesse  - Installation de provenderie rurale.  - Poursuite de la formation sur l'importance de l'amélioration de la race.	- Contribution à la sécurité alimentaire  - Lutte contre la malnutrition	OUI
PISCICULTURE	45	9	Paysans (107)	1990-1995	- Disponibilité de poissons - Reboisement de la lagune cotière de Ouidah en palétuvier.	- problème de vol de poissons dans les trous	- Intégration dans le système de production pour favoriser l'alimentation et la surveillance	- Amélioration de l'état nutritionnel - Génération de revenus	OUI

## Annexe 2 (SUITE) : Analyse des activités

## 3 - ACTIVITES SPECIFIQUES : Activités de post recolte

TYPES D'ACTION	NOMBRE INSTALLE	NOMBRE DE VILLAGES TOUCHES	CIBLES	DATE	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	AMELIORATION A FAIRE	IMPACTS SUR LES OBJECTIFS DU PROJET	REPRODUIT AILLEURS ?
GRENIER AMELIORE	8	3	Paysans	1993-1994	- Séchage facile - Diminution perte post récolte - Faits en matériaux locaux	- Adoption très lente - Remplacement des pailles par les tôles pour le toit	- Détermination de la période optimale de destockage	- Stabilité plus longue des produits - Disponibilité des céréales	OUI
PREPARATION D'HUILE DE COCO	3	3	Groupement de femmes	1992-1995	- Augmentation des revenus - Echange d'expériences - Maîtrise de la technologie - Liberté d'expression des femmes.	- Perte de noix - Fluctuation des prix - Coût élevé du transport des noix.	- Technique de conservation de l'huile	- Meilleure organisation des femmes - Augmentation de revenus	OUI
PREPARATION D'HUILE ROUGE (de palme)	2	2	Groupement de femmes	1994-1995	- Génération de revenus - Renforcement de la participation communautaire - Formation des femmes	- Fluctuation des prix - Activité saisonnière	- Visite d'échange entre Groupements - Système de gestion	- Support pour l'I.E.C.	
EXTRACTION DE SEL	0	0	-	-	Activités menées par une autre ONG : PIRATTES	-	Collaboration	-	OUI
TRANSFORMATION DE GARI	2	1	Groupement de femmes	1994-1995	- Amélioration de revenus	- Manque de technologie (rapeuse et presse)	- Travail à la chaîne suite à une formation	- Augmentation du revenu - Amélioration de la Sécurité Alimentaire	OUI
TRANSFORMATION DU SOJA	26	20	Groupement de femmes	1992-1995	- Bon état nutritionnel - Acceptabilité de l'innovation - Taux d'utilisation élevé - Disponibilité du soja - Utilisation des mets locaux à faible coût	- Insuffisance de production - Contribution des pères	- Production de semence pour une bonne vulgarisation. - Intensifier la collaboration avec les institutions productrices de semence	- Réduction de la malnutrition - Disponibilité de source de protéine ? à la portée du paysan moyen.	NON
FOUR SOLAIRE	4	5	Communauté	1994-1995	- Utilisation de l'énergie solaire disponible - Economie de bois - Economie de temps	- Technique ne répond pas toutes les habitudes culinaires	- Organisation de la vulgarisation - Transfert de la technique de construction à la population	Economie de temps pour les activités génératrices de revenus	NON

## Annexe 2 (SUITE et FIN) : Analyse des activités

5 - AUTRES ACTIVITES

TYPES D'ACTION	NOMBRE INSTALLE	NOMBRE DE VILLAGES TOUCHES	CIBLES	DATE	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	AMELIORATION A FAIRE	IMPACTS SUR LES OBJECTIFS DU PROJET	REPRODUIT AILLEURS ?
CREDIT EPARGNE	20	11	- Populations rurales à faibles revenus	1992-1995	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Meilleures gestions du crédit</li> <li>- Atteintes de plusieurs bénéficiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de res-sources financières</li> <li>- Difficulté d'atteintes des plus démunis réellement.</li> <li>- L'évolution des prêts n'est pas bien adaptée à la capacité de gestion des membres.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revoir le système de prêt et l'adapter à la capacité de gestion des bénéficiaires.</li> <li>- Réfléchir sur la stratégie de sélection des bénéficiaires pour atteindre réellement les plus démunis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration du niveau de revenu.</li> <li>- Mobilisation d'une épargne relativement importante.</li> </ul>	OUI
FERME AGRICOLE D'APPRENTISSAGE	1	1	paysans	1995	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des élèves déscolarisés.</li> <li>- Réduction de l'exode rural.</li> <li>- Réalisation d'un système de production intégré</li> <li>- Source d'autofinancement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de financement pour l'installation</li> <li>- Manque de bourse pour les stagiaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi et évaluation des stagiaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveau type de paysan.</li> </ul>	OUI

**Annexe 3 : Taux de réalisation de quelques interventions**

	<b>INTERVENTIONS</b>	<b>PREVUES</b>	<b>REALISEES</b>	<b>TAUX DE REALISATION</b>
1	Mucuna	60	120	200%
2	Compostage	10	6	60%
3	Culture en couloir	6	5	83%
4	Porcin	23	19	83%
5	Ovin/caprin	23	8	35%
6	Soins vétérinaires	250	350	140%
7	Pisciculture	8	45	562%
8	Reboisement	40ha	32ha	80%
9	Foyers améliorés	60	55	92%
10	Assainissement	10	10	100%
11	Brique en terre cuite	3	00	0%
12	Puits à grand diamètre	10	1	10%
13	Citerne de collecte	6	6	100%
14	Transformation agricole	20	23	115%
15	Saline solaire	12	00	00%
16	Unité motorisé de transformation	3	00	00%
17	Alphabétisation fonctionnelle	20	28	140%

#### Annexe 4 : Liste des documents disponibles sur le PDRN

1. **ADOUNKPE, R.**  
Rapport du processus de sélection des interventions et des acteurs par les communautés dans la sous-préfecture de OUIDAH.  
Pahou, CREDESA, Mai 1992, 26p.
2. **ADOUNKPE, R., HOUNSA, A.**  
Rapport de l'évaluation du processus de sélection des interventions et des acteurs.  
Pahou, CREDESA, Avril 1994, 46p.
3. **ALIHONOU, E. et Coll.**  
Evaluation de la sécurité alimentaire et des opportunités de génération dans le District de Ouidah(Bénin) par l'approche du "Rapid Rural Appraisal". Proposition de recherche.  
Pahou, CREDESA, Septembre 1989.
4. **ALIHONOU, E. et Coll.**  
Evaluation de la sécurité alimentaire et des opportunités de génération dans le District de Ouidah(Bénin) par l'approche du "Rapid Rural Appraisal". Rapport d'étude.  
Pahou, CREDESA, Février 1991, 131p.
5. **ADOUNKPE, R., ALLOGNINOUIWA, K., HOUNSA, A., ALIHONOU, E.**  
Garantir l'efficacité des interventions en milieu paysan. Quelle approche ? Expérience du CREDESA au sud du Bénin.  
in CREDESA-INFO N°002, Juillet 1995, pp18-26
6. **ALIHONOU, E. et Coll.**  
Proposition de recherche-action sur la sécurité alimentaire et la génération de revenus pour le développement des populations dans la sous-préfecture de OUIDAH.  
Pahou, CREDESA, Août 1991, 50p.
7. **ALIHONOU, E. et Coll.**  
Rapport de synthèse d'étude des marchés locaux sur la sécurité alimentaire et la génération de revenus dans la circonscription urbaine de OUIDAH.  
Pahou, CREDESA, Janvier 1992, 45p.
8. **ALIHONOU, E., DOVONOU, H., BEWA, M., ALLOGNONOUWA, K.**  
Rapport de l'étude de l'influence des fermes privées sur la sécurité alimentaire des populations de la Sous-Préfecture de Ouidah.  
Pahou, CREDESA, Mars 1994, 56p.

#### Annexe 4 (SUITE) : Liste des documents disponibles sur le PDRN

9. **ALIHONOU, E., HOUNDEBASSO, O., ALLOGNINUWA, K.**  
Rapport de l'étude sur la langue d'alphabétisation souhaitée par les populations de la commune de GAKPE  
Pahou, CREDESA, Août 1994, 8p.
10. **ALIHONOU, E. et Coll.**  
Proposition de prolongation du projet développement rural et nutrition (BENIN) II  
Pahou, CREDESA, Octobre 1994
11. **ALIHONOU, E., AYITE, I., MEVI, E. ALLOGNONOUWA, K.**  
Appréciation de la participation communautaire dans l'adoption et la maîtrise des interventions en milieu paysan Rapport de l'étude.  
Pahou, CREDESA, octobre 1995. 45p+annexes.
12. **AYITE, I., LAWANI, M.**  
Collaboration intersectorielle : Essai de réflexion à partir de l'expérience du CREDESA
13. **CREDESA**  
Protocole d'évaluation du processus de sélection des interventions et des acteurs par la population et les institutions compétentes.  
Pahou, CREDESA, Juillet 1992.
14. **CREDESA**  
Plan d'opérationnalisation du projet "développement rural et nutrition " (BENIN)II.  
Pahou, CREDESA, Juillet 1992, 61p.
15. **CREDESA**  
Rapport de l'étude sur l'état nutritionnel des enfants de 0 à 15 ans.  
Pahou, CREDESA, Août 1992, 18p.
16. **CREDESA**  
Rapport de l'étude sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans la Circonscription Administrative de Ouidah .  
Pahou, CREDESA, Septembre 1993, 32p.
17. **CREDESA**  
Rapport technique du projet "développement rural et nutrition" (BENIN)II. Période allant de Janvier à Décembre 1992.  
Pahou, CREDESA, Mars 1993, 24p.
18. **CREDESA**  
Rapport technique du projet "développement rural et nutrition"(BENIN)II. Période allant de Janvier à Décembre 1993.  
Pahou, CREDESA, Octobre 1994, 50p.



#### **Annexe 4 (SUITE et FIN) : Liste des documents disponibles sur le PDRN**

19. **CREDESA**  
Rapport technique du projet "développement rural et nutrition" (BENIN)II. Période allant de Janvier à Décembre 1994.  
Pahou, CREDESA, Octobre 1995, 41p.
20. **DOFONSOU, M.**  
Equité : Définitions du concept, différents d'application, méthodes de mesures de rétablissement et de respect. Bibliographie spécialisée.  
Pahou, CREDESA, Novembre 199, 26p.
21. **DOVONOU, H.**  
Comment libérer les terres sous l'emprise des chiendents en utilisant le *Mucuna Sp.*  
in CREDESA INFO N°001, Septembre 1994, pp21-24.
22. **FAHALA, A., HOUNDEBASSO, O.**  
Rapport de synthèse des assemblées de zone du littoral.  
Pahou, CREDESA, Juin 1992, 16p.
23. **FAHALA, A.**  
Introduction et adoption du soja en milieu paysan: Quatre années d'expériences menées au CREDESA.  
Pahou, CREDESA, Janvier 1995, 12p.
24. **LAWANI, M., ADOUNKPE, R., DOVONOU, H.**  
Efficacité du soufre dans le traitement de la gale chez le mouton et la chèvre : Résultats d'une expérience menée à Ouidah.  
in CREDESA INFO N°001, Septembre 1994, pp16-20.
25. **LAWANI, M., GOKOU, G.**  
Approvisionnement autosuffisant d'alevins de *Tillapia* en milieu rural. L'exemple d'un groupement de paysans dans le village de Hounhanmédé au sud Bénin.  
in CREDESA INFO N°002, Juillet 1995, pp27-31.
26. **Rapport de l'alphabétisation**  
Pahou, CREDESA 1992-1994
27. **Livrets 1, 2, 3 d'alphabétisation fonctionnelle**  
Pahou, CREDESA
28. **Plan d'action en économie familiale**  
Pahou, CREDESA
29. **Rapport d'économie familiale**  
Janvier-Juin 1995, Pahou, CREDESA